

www.ambafrance-fj.org

Date : 19/06/12

Déclaration du 15 juin 2012

Au point de presse de ce jour, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes :

1 - Entretien de M. Bernard Cazeneuve avec Mme Marta Dassu, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères (18 juin 2012)

Le ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Bernard Cazeneuve recevra, lundi 18 juin, Mme Marta Dassù, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la République italienne.

Quelques jours après la rencontre du 14 juin à Rome entre le président de la République et le président du Conseil italien, M. Mario Monti, au lendemain des élections législatives en Grèce et quelques jours avant la rencontre des chefs d'État et de gouvernement des quatre premières économies de la zone euro le 22 juin à Rome, les deux ministres reviendront sur la préparation du prochain Conseil européen.

Ils aborderont également les questions relatives aux relations extérieures de l'Union européenne, dont, en particulier, les pistes d'action commune pour accompagner les transitions politiques en Méditerranée et pour renforcer la sécurité au Sahel.

Q - Vous avez annoncé cette réunion avec la sous-secrétaire italienne des Affaires étrangères lundi prochain avec M. Cazeneuve. Est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose sur le calendrier des négociations et faire une présentation des propositions françaises en vue du sommet prévu à la fin du mois ? Pouvez-vous nous rappeler ce que vous attendez concrètement de ce sommet ? Peut-on s'attendre à un amendement du traité ?

R - Le président de la République était à Rome hier pour une visite bilatérale importante. Il retournera à Rome la semaine prochaine pour la réunion à quatre. Nous avons en perspective le Conseil européen.

Évaluation du site

Le site Internet de l'ambassade de France des îles Fidji présente l'institution et diffuse des articles concernant l'actualité diplomatique.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 1
* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

En face de nous, nous avons le développement de la crise dans la zone euro, l'incertitude de ce qui va se passer en Grèce ce week-end pour les élections. Évidemment, la France est mobilisée. Elle l'est d'abord pour proposer à ses partenaires et à la commission des propositions opérationnelles telles que le président de la République les a évoquées lors de sa conférence de presse à Rome. Ses propositions en trois points, croissance, stabilité financière, renforcement de l'union économique et monétaire, constituent une contribution très forte de la France à la recherche de la solution aux problèmes que connaît la zone euro.

Le président de la République a eu l'occasion d'exprimer la position de la France à de nombreuses reprises. L'important, c'est de réunir un accord entre tous les Européens autour de la réponse à apporter à la situation actuelle c'est-à-dire en premier lieu le respect des engagements pris, c'est-à-dire la réduction des déficits budgétaires mais aussi et c'est là où on retrouve l'image qu'avait lancée M. Laurent Fabius, quand il disait « lorsque l'on veut bien marcher il faut avoir deux jambes » et l'autre jambe évidemment c'est ce plaidoyer de la France pour des mesures en faveur de la croissance pour donner des perspectives de croissance aux peuples européens.

L'autre point, c'est évidemment l'effort de solidarité vis-à-vis de ceux qui sont en difficulté. Là aussi, le président de la République a eu l'occasion de l'exprimer et puis de le manifester très concrètement s'agissant de la Grèce à de nombreuses reprises. Nous avons agi dans le même esprit, ce n'était pas surprenant puisque nous l'avons dit au principal intéressé, je pense à M. Rajoy lorsqu'il était à Paris, vis-à-vis de la situation que connaît l'Espagne. Nous allons donc bien sûr continuer à travailler sur ces objectifs, avec cette mobilisation et puis surtout sur la base de ce que le président de la République a présenté hier à Rome c'est-à-dire croissance, stabilité financière et budgétaire et renforcement de l'union économique et monétaire. C'est le triptyque sur lequel nous allons travailler. L'engagement de la France est constant, total pour qu'au Conseil européen il y ait des avancées sur ce dossier et des réponses apportées aux situations de crise.

Je pense que l'Élysée communiquera dans les prochains jours, au retour de Los Cabos et de Rio. La prochaine communication sur ce dossier, c'est ce que dira le président de la République au G20.

Q - En ce qui concerne la situation de la zone euro, la chancelière allemande s'est livrée ce matin à une attaque en règle contre la France. Elle a notamment réclamé que l'Europe engage rapidement une réflexion sur le fossé croissant entre la puissance économique de la France et la puissance économique de l'Allemagne. Est-ce que cela vous inspire une réaction ?

R - Le Premier ministre, M. Ayrault, s'est exprimé sur le sujet il y a quelques instants à peine. Je crois d'ailleurs que le président de la République a dit aussi quelques mots sur l'Allemagne hier. Je peux difficilement en dire davantage.

Nous sommes évidemment animés du souci de travailler très étroitement avec nos partenaires allemands et de travailler avec eux à la recherche de solutions qui soient durables, de solutions qui offrent des perspectives de sortir de la situation actuelle et enfin des solutions qui offrent aux peuples motif à se mobiliser et à se tourner vers l'avenir.

Il y a eu quelques échanges hier que nous avons suivi avec attention bien sûr mais je crois que tout le monde est bien d'accord pour rappeler que la coopération et le travail en commun est absolument indispensable.

2 - Ukraine - Réception de Mme Evguenia Timochenko au Quai d'Orsay (15 juin 2012)

À la demande de M. Laurent Fabius, l'ambassadeur pour les droits de l'Homme recevra ce vendredi 15 juin Evguenia Timochenko, fille de l'ancienne Premier ministre d'Ukraine, Ioulia Timochenko. Depuis l'emprisonnement de sa mère, Evguenia Timochenko plaide sans relâche pour une mobilisation internationale afin de dénoncer le procès inéquitable et les conditions de détention dont Mme Timochenko fait l'objet.

Au cours de cet entretien, la France réaffirmera son soutien à l'action des défenseurs des droits de l'Homme en Ukraine. L'ambassadeur Zimeray s'est rendu à plusieurs reprises à Kharkiv, pour tenter de rencontrer Ioulia Timochenko détenue dans la colonie pénitentiaire de Katchanivska. À chaque fois, ses demandes ont été rejetées par l'administration pénitentiaire. Il a également assisté à l'ouverture du deuxième procès de l'ancienne Premier ministre le 19 avril dernier.

La France continuera d'appeler l'Ukraine au respect de ses engagements internationaux et à la libération des victimes de justice sélective, qu'il s'agisse de Ioulia Timochenko, ou de trois de ses anciens ministres eux aussi d'ores et déjà condamnés : Iouri Loutsenko, Georgii Filiptchouk et Valery Ivachenko.

3 - Journée mondiale de lutte contre la désertification (17 juin 2012)

Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de lutte contre la désertification. Cette date correspond à l'anniversaire de la signature à Paris, le 17 juin 1994, de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

La lutte contre la désertification et la dégradation des terres est un enjeu majeur pour le développement rural durable, la production agricole, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire d'un tiers de la population mondiale.

En effet, les zones arides et semi-arides, très sensibles au processus de dégradation des terres, représentent 41 % de la superficie de la planète. 2 milliards de personnes y habitent et sont dépendantes pour leur survie des ressources naturelles. 10 à 20 % de ces zones arides sont déjà gravement dégradées, et, si rien n'est fait, une superficie équivalente à 1/5 de la France continuera à être perdue chaque année. Les trois-quarts de ces zones à risque se trouvent dans des pays en développement. Les populations y sont particulièrement vulnérables car leurs faibles revenus monétaires dépendent des ressources naturelles qui se dégradent.

Pour faire face à ce défi, la France se mobilise par :



le financement de projets de terrain, de recherche et d'appui institutionnel directement auprès des pays et de leurs organisations régionales et auprès des organisations multilatérales ;

- ▶ une aide bilatérale de plus de 100 millions d'euros en 2011, concentrés sur l'Afrique et les pays de la Méditerranée ;
- ▶ des financements dans un cadre multilatéral qui ont atteint 428 millions d'euros, dont 10 % consacrés au développement rural et à l'agriculture, l'élevage, et les forêts.

À la suite du Forum mondial de l'eau de Marseille en mars 2012, qui a consacré les efforts en matière de gestion de l'eau dans les pays arides, Les années 2012 et 2013 seront marquées par de grandes échéances internationales pour la lutte contre la dégradation des terres et la désertification :

- ▶ la Conférence des Nations unies sur le développement durable de Rio+20, qui sera l'occasion de renouveler les engagements de la France ;
- ▶ la Conférence scientifique organisée par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification en février 2013 à Fortaleza (Brésil).

Dans ce cadre, la France continuera à se mobiliser pour favoriser une meilleure gouvernance internationale de l'environnement, et donner à la lutte contre la dégradation des terres et la désertification toute sa place.

4 - Conférence des Nations unies pour le développement durable Rio+20

Vingt ans après le « Sommet de la Terre », « Rio+20 » rassemblera une très grande majorité de chefs d'État et de gouvernement de la planète et sera un moment important pour progresser dans les réponses à apporter aux crises économique et climatique.

La France y plaidera pour un nouveau modèle de développement faisant toute sa place à une économie sociale et solidaire et intégrant dans la création de richesse des objectifs sociaux et éthiques, ainsi qu'une nécessaire transition écologique et énergétique.

Trois moments

1. un comité préparatoire (13 au 15 juin),
2. des journées de rencontre thématiques avec la société civile (16-19 juin)
3. le Sommet (20-22 juin)

Deux sujets



l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté,



le cadre institutionnel du développement durable.

En vue d'un compromis mondial en faveur de politiques de croissance tournées vers le long terme, Rio+20 devra aussi faire émerger les outils indispensables à leur suivi. Des financements innovants seront nécessaires pour mener à bien l'agenda du développement durable.

Rio pourrait enfin donner aux Nations unies un cadre institutionnel renforcé dans le domaine du développement durable, notamment par la création d'une Organisation des Nations unies pour l'Environnement afin que, 20 ans après le « Sommet de la Terre », le développement durable devienne enfin une réalité pour tous.

Enfin, le pavillon de la France à Rio, situé au cœur de l'espace des pavillons nationaux, à proximité du Rio Centro sera le lieu de rendez-vous de la participation française. Il accueillera conférences de presse, forums, émissions sur le plateau TV, ateliers de réflexion autour du thème « Innovation, villes et territoires durables ». Ce pavillon est co-piloté par l'État et le Club France Rio+20, organe du **Comité 21**, avec le concours de partenaires publics et privés.

Que défendent la France et l'Union européenne à Rio+20 ?

L'Union européenne (UE) et la France souhaitent un résultat ambitieux à Rio+20 et ont avancé de manière coordonnée pour définir les priorités communes suivantes :

1 - le renforcement de la gouvernance internationale de l'environnement :

L'Union européenne (UE) et la France soutiennent la transformation du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUÉ) en agence spécialisée des Nations unies basée à Nairobi. Cette agence bénéficierait d'une véritable autorité politique et de ressources stables et pourrait piloter l'agenda environnemental international.

2 - Le renforcement de la gouvernance internationale du développement durable dans son ensemble, afin d'améliorer les relations entre ses piliers environnemental, social et économique.

3 - Une « feuille de route » internationale sur l'économie verte et inclusive :

Pour la France et l'Union européenne, Rio+20 doit pouvoir mettre en place, grâce à des actions concrètes et rapides, une économie qui concilie croissance, progrès sociaux et réponse aux défis environnementaux.

Enfin, la question des moyens de mise en œuvre (qui regroupent les financements dont l'aide publique au développement, les transferts de technologie, l'aide au renforcement de capacités etc.) sera un débat majeur et difficile à Rio+20. L'aide publique au développement continuera à jouer un rôle central notamment en faveur des pays les plus pauvres et les plus vulnérables mais ne pourra financer l'ensemble des actions nécessaires pour relever les grands défis mondiaux.

Rio+20 sera une étape importante dans la définition de moyens de mise en œuvre plus larges et adaptés : ressources domestiques, financements privés, coopération Sud-Sud et triangulaire... Dans ce contexte, la question des financements innovants sera cruciale et la France y jouera un rôle majeur. En tant que secrétaire permanent du Groupe Pilote sur les financements innovants, elle organisera le side event officiel de l'État français sur le thème des financements innovants au service du développement durable qui aura lieu le 22 juin de 13h à 14h30 au Rio Centro.

Engagement du ministère des Affaires étrangères à Rio

Acteur engagé dans la préparation de Rio+20 et partenaire officiel du pavillon France, le ministère des Affaires étrangères y organise deux événements :

▶ Le 18 juin à 17h : Les acteurs de la ville durable, démarche de co-construction,

▶ Le 22 juin à 11h30 : Les systèmes de surveillance environnementale dans le circum-Sahara : acquis et perspectives.

Le programme détaillé de ces différents événements, la présentation du side event officiel français sur les financements innovants et l'engagement du ministère pour Rio+20 est accessible sur France Diplomatie :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/en....>

5 - Togo - Manifestations

Depuis plusieurs jours, nous suivons avec attention la situation au Togo où des manifestations ont lieu.

Nous rappelons notre attachement à la liberté d'expression qui est un fondement de la démocratie.

Nous condamnons toutes les violences ainsi que leur instrumentalisation.

Le maintien d'un dialogue constant, dans le respect de tous, peut seul permettre l'apaisement de la vie politique au Togo.

La préparation des prochaines échéances électorales doit se dérouler dans cet esprit de conciliation en mettant en œuvre les mesures nécessaires à un processus transparent, démocratique et apaisé.

6 - Syrie

Q - Laurent Fabius a annoncé aujourd'hui que des discussions sont en cours avec les Russes pour préparer l'après Bachar Al-Assad. Ces discussions peuvent-elles déboucher sur une solution qui maintient aux pouvoirs des responsables syriens qui ne sont pas en première ligne ? Jacques Audibert était à Moscou il y a quelques jours. Quelle est son impression là-dessus ?

R - Le ministre s'est exprimé sur le sujet. Il a souligné combien le travail avec les Russes notamment sur la tragédie syrienne est important pour essayer de trouver ensemble le point de passage de la solution. Quelle est la solution ? C'est l'arrêt des violences et l'engagement d'une transition politique. Il faut permettre à cette solution de trouver le bon passage pour pouvoir avancer. C'est dans ce cadre, comme nous avons eu l'occasion de le dire au cours des dernières semaines, que nous nous sommes beaucoup mobilisés dans toutes les enceintes internationales. M. Fabius a rappelé ce matin aussi que le groupe de contact pourrait se réunir à Genève à la fin du mois. Il faut que M. Kofi Annan précise les choses mais en tout cas, comme le ministre l'a rappelé ce matin, on est tout à fait dans cette optique, dans cette dynamique et puis naturellement nous sommes plus engagés que jamais dans la préparation de la conférence de Paris.

Dans ce cadre général, le dialogue avec nos partenaires est très important. Il est essentiel parce que les Russes ont les moyens de contribuer à faire avancer la solution dans la direction souhaitable. Ils ont un rôle important à jouer, un rôle que nous souhaitons positif à jouer dans cette affaire. M. Fabius l'a rappelé ce matin. C'est dans ce cadre que s'est inscrit le déplacement hier à Moscou de notre directeur des affaires politiques. Les entretiens ont permis de poursuivre cette concertation avec les Russes. Celle-ci porte sur la solution dont j'ai donné tout à l'heure les deux éléments principaux d'une part, et d'autre part elle porte sur le chemin sur lequel elle devra s'engager. Quel est le meilleur point de passage ? Le meilleur point de passage, c'est une combinaison d'éléments. Là aussi, M. Fabius s'est exprimé, d'abord ici en conférence de presse et ce matin sur France Inter. C'est l'accroissement des pressions sur le régime de Damas, de sanctions, et de manière très concrète nous préparons avec nos partenaires européens des décisions qui pourraient être prises au prochain Conseil affaires générales dans 10 jours. Cela est la première chose.

La deuxième chose, c'est la mobilisation internationale qui ne doit évidemment pas faiblir et qui doit être la plus large possible. Cela fait partie des contacts que nous avons en cours et cela fait partie aussi des paramètres importants de la conférence de Paris que nous allons organiser.

La troisième chose est le soutien au plan Annan. Là-dessus, cela veut dire très concrètement rendre le plan Annan plus robuste avec la possibilité, la perspective de le placer sous chapitre sept au Conseil de sécurité aux Nations unies. Nous sommes évidemment en contact avec tous nos partenaires au Conseil de sécurité à New York.

Et puis la quatrième direction dans laquelle on travaille et dont on discute aussi avec nos partenaires russes notamment, mais avec beaucoup d'autres aussi, c'est le soutien à l'opposition et les appels que nous réitérons à l'opposition syrienne pour poursuivre ses efforts d'unification. Si on parle d'opposition syrienne, je crois qu'il faut peut-être évoquer la réunion aujourd'hui à Istanbul de l'opposition syrienne qui s'inscrit pleinement dans la perspective de la prochaine réunion des amis du peuple syrien à Paris le 6 juillet prochain.

Cette réunion participe de l'effort mis en œuvre par l'opposition syrienne et notamment du CNS afin de s'organiser et de se fédérer autour d'une vision commune de la Syrie de demain conforme aux aspirations démocratiques du peuple syrien.

La France qui soutient pleinement cet effort, comme l'a rappelé M. Laurent Fabius lors d'un entretien téléphonique avec le nouveau président du CNS, M. Abdel Basset Sayda en début de semaine, est représentée par notre ambassadeur de France en Syrie M. Éric Chevallier.

Cette réunion à Istanbul, organisée et fédérée autour d'une vision commune l'opposition en Syrie autour de ce que pourrait être un projet collectif pour la Syrie de demain, est non seulement collectif mais conforme aux aspirations démocratiques du peuple syrien. Voilà où est-ce que nous en sommes aujourd'hui.

Q - Dans le même contexte, ce matin M. Lavrov a démenti toute discussion avec les Occidentaux sur l'après-Assad. Sur quoi portent ou ont porté vraiment les négociations avec les Russes avec la délégation française ?

R - Ce dont on a discuté avec eux, comme on en discute avec tout le monde, c'est notamment du plan Annan, parce qu'il y a tout dans le plan Annan. Tout y est, tous les ingrédients y sont : ce sont les six points du plan Annan. La solution est là. C'est ce dont notre représentant a parlé à Moscou. C'est ce qu'a dit Laurent Fabius ce matin, je le cite : « Je pense que les Russes eux-mêmes ne sont pas aujourd'hui attachés à la personne de Bachar Al-Assad », c'est ce qu'il a dit, « ils voient bien que c'est un tyran, un assassin et que même en s'enchaînant à ce dictateur ils vont s'affaiblir. Ce à quoi ils sont sensibles, ils nous le disent, c'est qu'en admettant que Bachar Al-Assad soit chassé du pouvoir, qui prendrait la place ? La discussion porte là-dessus en fait, et c'est une discussion qui n'est pas cynique, elle est réelle, et l'opposition bien sûr, encore faut-il distinguer quels vont être les responsables de l'opposition, et puis il y aura un problème, même si c'est déplorable, un certain nombre de gens qui ont appartenu quand même aux anciennes équipes et qui ne sont pas en première ligne, c'est de ceux-là qu'il faut essayer d'accoucher. »

Q - Inaudible

R - J'ai pris note d'un certain nombre de déclarations d'un certain nombre de responsables russes, y compris de M. Lavrov, au cours des derniers jours, des dernières semaines, où visiblement il n'avait pas l'air d'attacher une grande importance à l'avenir politique de M. Bachar Al-Assad.

Q - La position française sur cette question a évolué. La livraison de « moyens de communication » par exemple augure-t-elle d'un changement total sur ce point ?

R - Face aux crimes commis quotidiennement par le régime de Bachar Al-Assad contre le peuple syrien, les victimes de la répression et les populations des différents quartiers et villes de Syrie qui sont assiégés ont besoin de communiquer entre elles et vers l'extérieur, et de pouvoir témoigner de ce qu'elles subissent. Il importe que le monde soit informé des horreurs qui se déroulent en Syrie. Rien ne serait pire qu'un massacre à huis clos.

Il y a aussi des centaines de milliers de Syriens qui continuent à se mobiliser pacifiquement au péril de leur vie pour une Syrie libre et démocratique. Ils méritent tout notre soutien.

Ce qu'a dit le ministre aujourd'hui s'agissant des télécommunications est totalement en ligne avec le soutien que nous n'avons cessé d'apporter à la population syrienne victime du régime. Souvenez-vous, j'ai annoncé ici la création d'un fonds d'aide humanitaire et d'un fonds de solidarité pour les victimes de la répression en Syrie. Nous avons été les premiers à faire cela, à l'annoncer. La première fois nous avons dit que nous mettions 2 millions d'euros sur la table, c'était de l'aide d'urgence. Cela veut dire que nous travaillons avec les ONG tout autour de la Syrie. Nous mettons des financements pour de l'aide d'urgence précisément, et nous le faisons depuis longtemps. Qu'est-ce qui s'est passé en Syrie au-delà des massacres, si je puis dire ? Nous avons vu des choses absolument abominables au cours des derniers mois. Les hôpitaux qui étaient pris pour cible à l'arme lourde par l'armée syrienne, les médecins, les docteurs qui étaient pris pour cible par les snipers de l'armée syrienne, et maintenant les écoles et cela dure depuis longtemps. Souvenez-vous les attaques d'écoles au tout début de la révolution Syrie, souvenez-vous quand Éric Chevallier avait fait le tour des écoles dans certaines villes de Syrie pour montrer notre solidarité avec les enfants syriens, et souvenons-nous de ce que Laurent Fabius a dit s'agissant des enfants il y a deux jours. Nous sommes dans cette horreur qui n'arrête pas d'empirer et nous cherchons absolument tous les moyens pour aider la population ; Ce qu'a dit le ministre aujourd'hui s'inscrit tout à fait dans cette solidarité indéfectible de la France avec la population syrienne.

Pourquoi a-t-il dit « peut-être » ? Tout simplement parce que nous en parlons aussi avec nos partenaires européens, évidemment. Je pense qu'on va certainement également évoquer cette question très rapidement avec Kofi Annan.

La deuxième chose qui est très importante, c'est la publicité, le régime nous a donné beaucoup de preuves qu'il voulait commettre tous ces massacres à huis clos et il a peur de la publicité, de la présence de la presse. Beaucoup de journalistes sont morts en Syrie. L'un des points du plan de Kofi Annan, c'est le libre accès de la presse partout en Syrie et précisément quand on a des moyens de communication, cela permet aussi de communiquer vers l'extérieur et cela permet de témoigner. Il faut que le monde sache ce qui se passe en Syrie. Le huis clos, cette volonté de tuer dans un huis clos insupportable de la part du régime de Damas, cela se traduit par les persécutions des journalistes, par les contrôles de communication et cela se traduit par tous les obstacles, toutes les entraves et les limitations qui sont mises par le régime au travail des observateurs des Nations unies.

Q - Et si cela se faisait, ce serait à travers le CNS ?

R - Je ne sais pas, cela dépendra des contacts que l'on a sur le terrain. Il y a aussi d'autres opposants, c'est pourquoi je ne cesse de dire ici que nous sommes en contact avec tout le monde, tout le temps, partout. Quand je dis tout le monde, c'est évidemment les opposants et on connaît la diversité de l'opposition syrienne. N'oubliez pas qu'en Syrie, il y a une société civile qui souffre. Nous sommes en contact avec des médecins, des professeurs, des intellectuels qui résistent et qui se battent. Ils peuvent aussi faire partie des personnes avec lesquelles on pourrait travailler.

Q - J'imagine que vous allez parler des moyens de communication avec vos collègues européens. Cela veut-il dire que vous ne les fournirez pas sans l'accord de vos collègues européens ? Quand allez-vous en parler ?

R - Nous discutons en permanence avec nos collègues européens. Nous sommes tous connectés en permanence avec une tête de réseau à Bruxelles. Donc, en termes de délai, ils sont immédiats. C'est comme lorsque nous avons lancé le fond humanitaire d'urgence, on avait dit que la France mettait 2 millions d'euros sur la table. Bien sûr, ce fonds est ouvert à tout le monde et on est bien plus efficace, on a plus d'impact lorsqu'on s'y met à plusieurs. L'idée est aussi de recevoir d'autres contributions pour être encore plus efficaces et solidaires.

Q - On a bien compris la volonté de Paris d'imposer le plan Annan. Concernant les observateurs, est-il vraiment pertinent de maintenir des observateurs alors que nous sommes maintenant clairement dans une situation de guerre civile ? N'est-ce pas simplement trop dangereux et serait-il judicieux de renouveler leur contrat ?

R - C'est un sujet sur lequel nous parlons avec nos partenaires du Conseil de sécurité. Nous sommes en contact avec le secrétariat général des Nations Unies sur ces questions. Notre position, depuis le début était de soutenir la mission des observateurs. Nous avons plaidé avec force pour leur liberté d'exercer leur mission, on a plaidé avec force pour leur sécurité. J'ai condamné ici au nom de la France, à de nombreuses reprises les actes d'intimidation et de violence dont ils faisaient l'objet parce que nous considérons comme essentiel leur mission. Rien ne serait pire pour le peuple syrien que la poursuite des massacres dans le huit clos dans lequel le régime de Damas veut inscrire son action criminelle. Cela étant, nous sommes également très attentifs aux conditions de sécurité. Nous avons toujours dit que nous nous tenions pour responsables de la sécurité des observateurs le régime de Damas et que, de manière générale, s'agissant de la sécurité des observateurs, nous sommes en contact avec nos partenaires et les Nations unies. Je puis affirmer que nous suivons avec la plus grande attention, depuis l'arrivée du premier d'entre eux, l'évolution de la mission des bérets bleus des Nations unies.

Q - L'Iran est-il invité pour la réunion du 6 juillet ?

R - Je ne crois pas et je vous invite vraiment à relire très attentivement ce qu'a dit de manière très claire Laurent Fabius, lors de sa conférence de presse cette semaine ainsi que ce qu'il

avait dit brièvement à la sortie de cette réunion organisée par les Turcs à Istanbul il y a deux semaines environ.

7 - Mali

Q - Au Mali, il y a des discussions au Conseil de sécurité aujourd'hui. Il semble qu'il y ait un projet français de résolution qui a été déposé. Où en sommes-nous ?

R - M. Laurent Fabius a reçu tout à l'heure le Premier ministre par intérim de la République du Mali. Ils se sont entretenus du Mali, en particulier concernant les moyens de stabiliser et de sécuriser la transition en cours à Bamako. Ils ont évoqué aussi la situation dans le nord du pays. Ils ont parlé de la mobilisation de différentes institutions internationales qui tentent de trouver des solutions comme la CEDEAO dont nous soutenons les efforts. Il y a aussi l'Union africaine, les discussions sont en cours avec les Nations unies pour voir comment faire avancer les choses. La France est attachée à une consolidation rapide du pouvoir civil au Mali. C'est le message que nous avons transmis au Premier ministre par intérim du Mali ce matin.

8 - Iran

Q - Qu'attendez-vous de la réunion à Moscou la semaine prochaine sur le nucléaire iranien ?

R - Les E3+3 et l'Iran se retrouveront à Moscou le 18 juin, comme convenu lors de leur précédente rencontre à Bagdad. La réunion de Moscou représente une nouvelle opportunité offerte à l'Iran pour qu'il apporte une réponse aux propositions très complètes faites à Bagdad par les Six. C'est une chance à ne pas manquer, si l'Iran est sincère dans sa volonté de négocier. Le groupe E3+3 y est prêt pour sa part. Il se présente à Moscou une nouvelle fois uni et solidaire, déterminé à promouvoir une résolution diplomatique de cette crise, dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA./.